



15 janvier 2014

# **Les défis de l'Agence face aux enjeux de la croissance et du développement du continent**

---

Jean-Pierre Marcelli, Directeur du département Afrique de l'AFD  
Séminaire organisé par Ubifrance

*développeur d'avenirs durables*

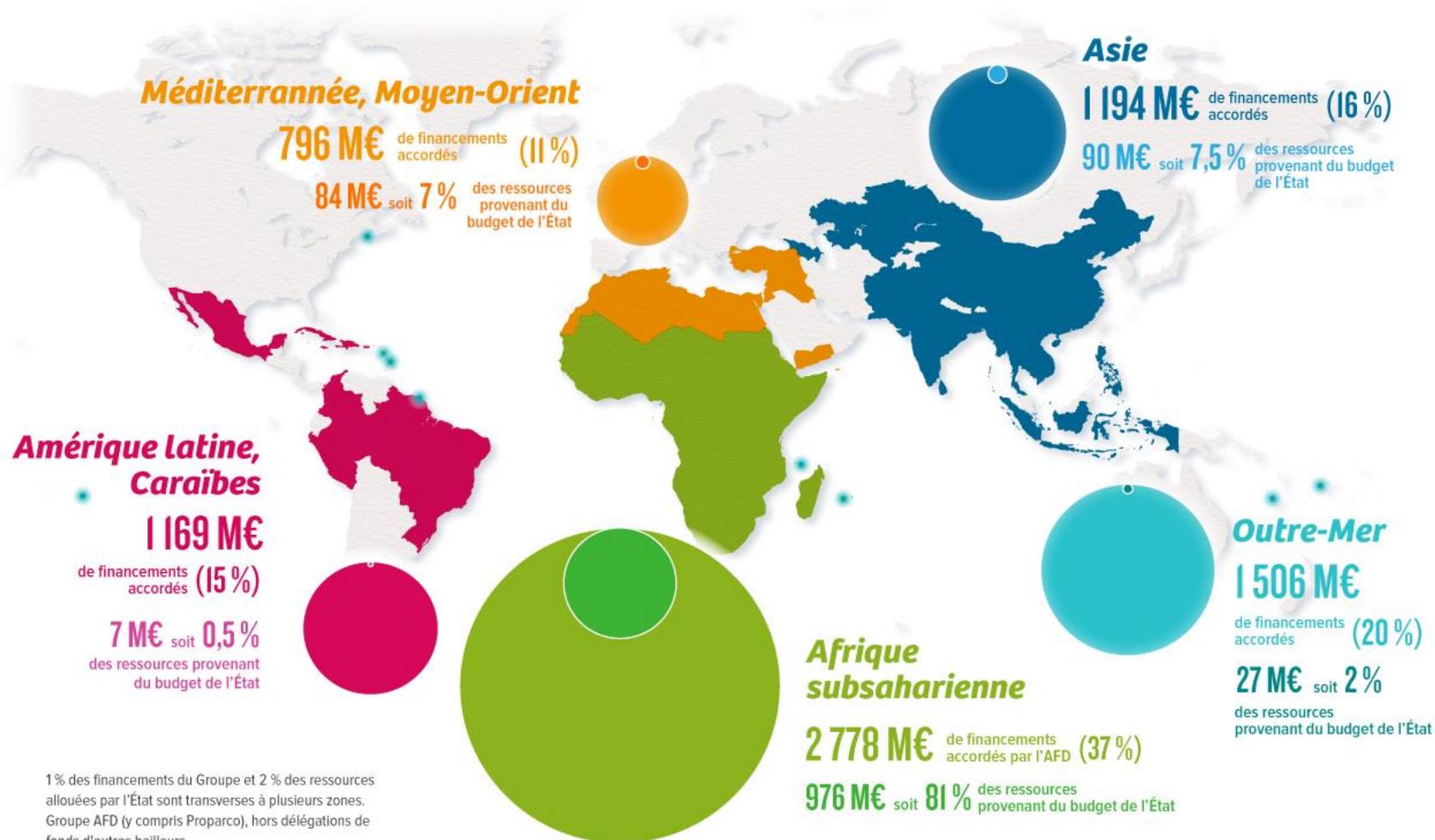
# 1. Un continent en mouvement

- Une croissance économique qui s'accélère sur la dernière décennie, tirée notamment par : 
  - une demande domestique soutenue, la hausse des investissements
  - des annulations de dette → amélioration des marges de manœuvre budgétaire
  - dans un contexte externe favorable : hausse des prix des matières premières, amélioration des termes de l'échange, demande externe porteuse
- Et s'accompagnant d'une hausse du PIB par habitant
  - malgré une croissance démographique soutenue (2,7% en moyenne annuelle depuis 1990), le PIB par habitant progresse fortement atteignant 2,8% en moyenne par an entre 2001 et 2013 (contre un recul d'environ 1% par an entre 1990 et 2000).

# 1. Un continent en mouvement

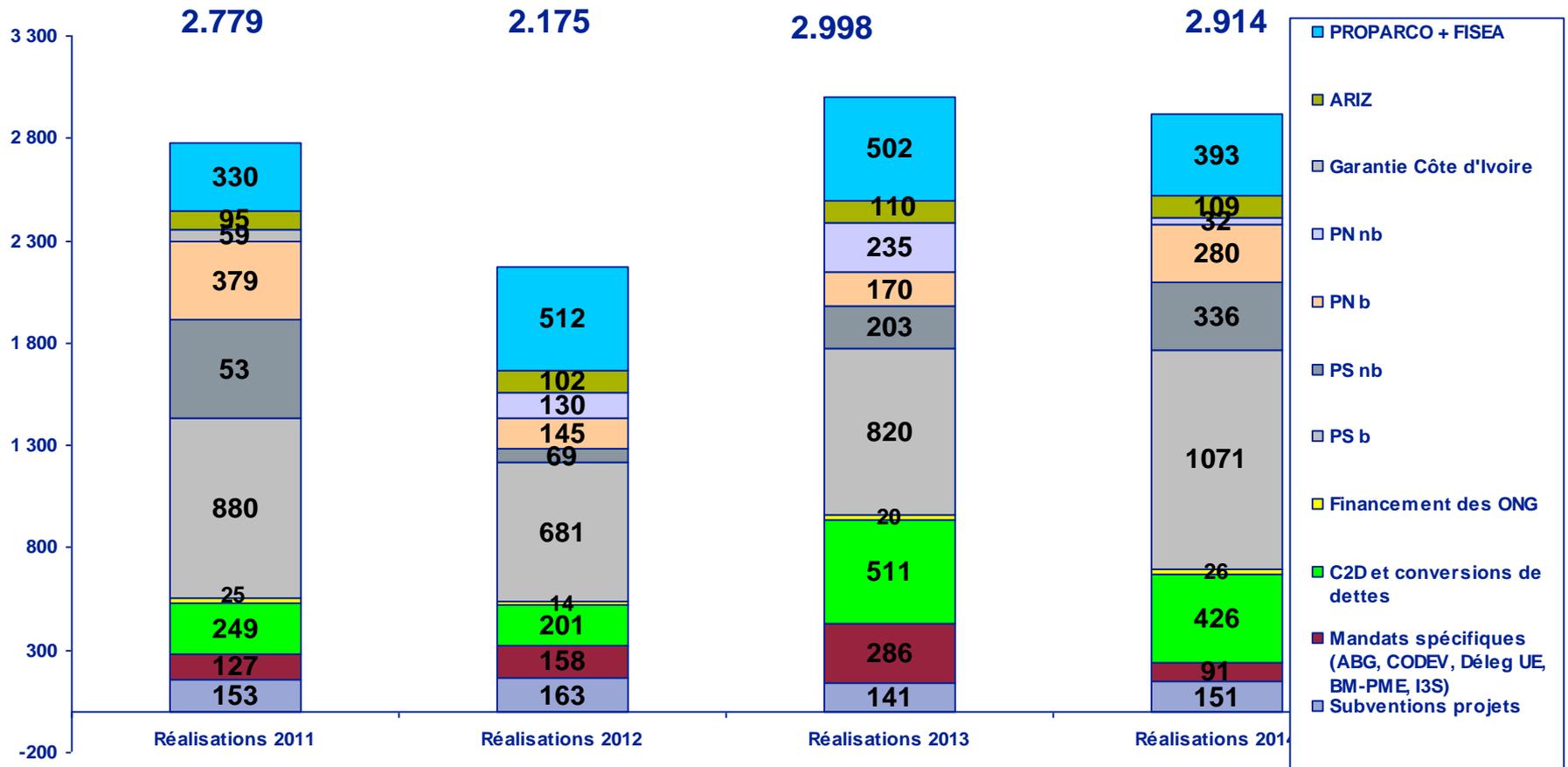
- Malgré la vigueur de la croissance enregistrée au cours des dernières années, le continent doit faire face à plusieurs défis :
  - Maintien de disparités entre les pays, les régions, les populations avec persistance de l'extrême pauvreté et hausse des inégalités de revenus
  - La population va doubler d'ici 2050 pour atteindre 1,9 md d'habitants s'accompagnant d'enjeux en termes :
    - *d'essor des villes → atteintes de masse critiques*
    - *d'infrastructures, de services sociaux et au final de croissance durable*
  - Persistance de contraintes structurelles au niveau des infrastructures
  - Un environnement qui reste fragile : adaptation au changement climatique, déforestation, tensions sur les ressources en eau
  - Et soumis à de nouvelles crises : Sahel, Ebola, climatique plus tard ?...

## 2. L'Afrique au sud du Sahara : première priorité de l'AFD

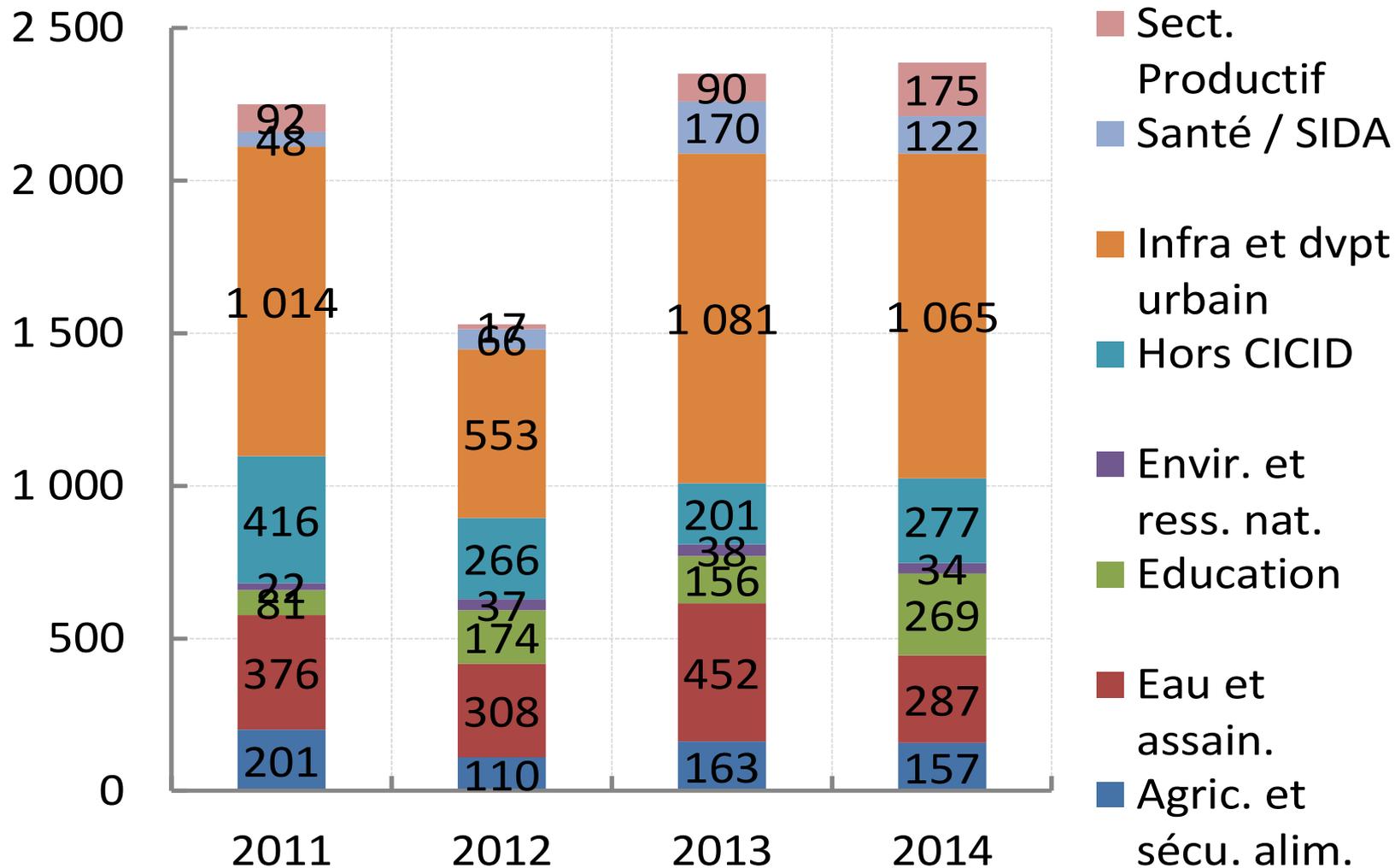


1% des financements du Groupe et 2% des ressources allouées par l'État sont transverses à plusieurs zones. Groupe AFD (y compris Proparco), hors délégations de fonds d'autres bailleurs.  
M€ = millions d'euros

## 2. Evolution des autorisations de 2011 à 2014 (réalisations groupe en M€)



## 2. Activités par secteur de 2011 à 2014 en M€





## 3. Les orientations stratégiques 2015-2016

### ■ Deux grands objectifs stratégiques

- Lutter contre la pauvreté
- Promouvoir une croissance durable

### ■ Six grands objectifs opérationnels

- Le renforcement du **capital humain**
- L'essor de **villes durables**
- La gestion et la **préservation des ressources naturelles**
- Le **désenclavement** des territoires, des économies et des hommes
- La **sécurité alimentaire** et le développement rural
- Le développement **des entreprises créatrices d'emplois**



## 5. Appui au secteur privé : les activités de proparco

Le soutien à la croissance africaine a toujours été la **priorité** de PROPARCO. Avec plus de **389 M€ de signatures en 2013**, elle reste la **plus africaine** des institutions financières de développement bilatérales. Son **expérience** et sa **connaissance** approfondie du continent font toute la richesse de l'institution.



Dans cette région, PROPARCO concentre ses financements sur les vecteurs principaux d'une croissance **durable** et **partagée** :

- le secteur de l'**énergie**, des **télécommunications** et des **transports** ;
- le financement des **petites et moyennes entreprises** ;
- l'**agro-industrie** ;
- l'appui à l'**intermédiation bancaire et financière**.



## 5. Appui au secteur privé

### ■ FISEA : relance de l'activité du fonds dédié aux PME en Afrique subsaharienne (110M€ investis à fin 2013).

- Objectif 2014/2015 : 80 M€ d'investissements (80% indirect et 20% direct) et focus Afrique francophone

### ■ ARIZ : un outil efficace de partage de risque (garantie) au profit des PME (109 M€ en 2014).

- Exemple en 2013 : Garantie ARIZ post crise au Mali : accompagner les banques dans le soutien aux PME en difficultés

## 6. Appui post-crise

- Un constat : des crises récurrentes sur le continent et une insécurité chronique dans des espaces de plus en plus étendus
  - Crises sanitaires
  - Risque terroriste
  - Crises politiques et/ou religieuses
- Des impacts significatifs sur nos interventions :
  - Institutions affaiblies : publiques, associatives ou privées
  - Obstacles nombreux à la bonne réalisation des projets financés par l'Agence
  - Besoin d'adaptation et d'innovation pour l'Agence qui n'a pas vocation et mandat à intervenir dans l'urgence
- Approches spécifiques pour les pays étant dans une situation de fragilité ou de post-conflit :
  - Agir en amont sur les fragilités structurelles (tensions foncières, inégalités sociales, chômage des jeunes...)
  - Accompagner les processus de reconstruction de pays en sortie de crise en travaillant au lien entre actions d'urgence, de transition et de développement (approche LRRD)
  - Adapter nos instruments et procédures pour intervenir rapidement en cherchant à répondre à des besoins urgents

## 7. Un nouveau type d'interactions avec les intérêts économiques français

L'Agence Française de Développement est :

- une banque de développement

- qui répond à la demande et aux priorités de nos pays partenaires

- qui porte les priorités françaises en termes de :

- politique de développement → CICID, déliement de l'aide appuyé par les gouvernements successifs depuis 2002
- synergies/influence économique

## 7. Un nouveau type d'interactions avec les intérêts économiques français

- Prendre en compte en amont l'offre française compétitive dans les choix sectoriels d'intervention :
  - intensifier le dialogue avec les entreprises : création d'une division REA
  - renforcer les synergies avec les acteurs de l'équipe France (Affaires étrangères, DG Trésor, Ubifrance, Chambres de commerce, BPI...)
- Mobiliser et valoriser l'expertise française :
  - favoriser la mise en réseau d'experts
  - Mise en valeur du savoir faire français
- Renforcer les exigences environnementales et sociales :
  - nouveaux appels d'offre types à clauses environnementales et sociales renforcées avec dispositif de détection des offres anormalement basses

## 7. Autres contributions à l'influence française

### ■ Un dispositif en Afrique :

- une connaissance du terrain : 28 agences ou bureaux, 48% des agents de l'AFD sont en Afrique, premier réseau de représentations locales pour un bailleur bilatéral ;
- un appui à la diffusion de connaissance et au renforcement des capacités à travers la Centre d'Etude Financier et Bancaire tourné vers l'Afrique subsaharienne

### ■ Une approche favorisant les relations avec la France :

- contribution à la francophonie à travers les programmes d'éducation : 269 M € d'autorisation en 2014 (contre 68,9 M € en 2008)



**Merci de votre  
attention**



# Annexe 1 : Sénégal

## ■ Secteurs d'intervention :

- La promotion de l'éducation de base et de la formation professionnelle
- Le développement urbain et le financement des infrastructures urbaines
- La santé
- L'agriculture et le développement rural
- L'appui au secteur privé

## ■ Engagements 2014 : 103 M€

## ■ Perspectives 2015 :

- 120 M€ d'engagements, notamment :
  - *Biodiversité (2 M€)*
  - *Institut Pasteur (5,5 M€)*
  - *Drainage des eaux fluviales (40 M€)*
  - *Ligne de crédit agriculture (15 M€)*
  - *ISP : Instituts supérieurs d'enseignement professionnel (20 M€)*



## Annexe 2 : Côte d'Ivoire

### ■ 1<sup>er</sup> C2D de 630 M€ signé le 01/12/2012 :

- Education, formation et emploi
- Santé
- Agriculture, développement rural et biodiversité
- Infrastructures de transport
- Eau
- Justice

### ■ 2<sup>nd</sup> C2D de 1 125 M€ signé le 03/12/2014 :

- Education, formation et emploi
- Santé
- Agriculture, développement rural et biodiversité
- Développement urbain et eau
- Justice (8 M€).

### ■ Perspectives :

- Le C2D constitue l'instrument principal et privilégié de la relation de coopération entre la France et la Côte d'Ivoire
- L'activité non-souveraine est amenée à augmenter, en lien avec la forte croissance de l'économie ivoirienne, et la reprise de l'activité des prêts souverains est envisagée.



## Annexe 3 : Congo

### ■ Secteurs d'intervention :

- Education et formation professionnelle
- Infrastructures
- Environnement, forêt et biodiversité
- Santé

### ■ Engagements 2014 : 177 M€

- Signature d'un 2<sup>nd</sup> C2D de 149 M€, qui couvre la période 2014-2019.

### ■ Perspectives 2015 :

- CHU de Brazzaville (10 M€)
- Formation au bénéfice de la SNE (8 M€)
- PAGEF 2 (6 M€)
- Assainissement pluvial et aménagement urbain à Pointe Noire (40 M €)



## Annexe 4 : RDC

### ■ Secteurs d'intervention :

- Education et formation professionnelle
- Services sociaux : Eau/assainissement et santé
- Environnement, forêt et biodiversité
- Gouvernance financière

### ■ Engagements 2014 : 50 M€

### ■ Perspectives 2015 :

- Prolongement et amplification des actions conduites au cours des dernières années dans les secteurs de l'éducation, de la formation professionnelle et de l'eau/assainissement.
- Un second C2D, dont le montant n'est pas connu à ce jour, couvrira la période 2017-2019.



## Annexe 5 : Kenya

### ■ Secteurs d'intervention :

- Développement des infrastructures
- Amélioration des systèmes d'approvisionnement en eau et assainissement et appui au développement urbain
- Promotion du secteur privé

### ■ Engagements 2014 : 389 M€

### ■ Perspectives 2015 :

- Les engagements en souverain de l'AFD seront limités à 65 M€ par an et se concentreront sur :
  - *l'énergie (énergies renouvelables et problématiques d'accès au réseau),*
  - *l'eau et l'assainissement,*
  - *le développement urbain (déchets, transport urbain).*
- Le groupe AFD continuera à développer ses activités en prêts non souverain pour financer les coopératives laitières, l'enseignement supérieur, les projets d'efficacité énergétique et d'énergies renouvelables.



## Annexe 6 : Cameroun

### ■ Secteurs d'intervention :

- Agriculture et développement rural, en particulier à travers les C2D
- Infrastructures et développement urbain par des prêts
- Développement du secteur privé

### ■ Engagements 2014 : 194 M€

### ■ Perspectives 2015 :

- Inflexion du rythme d'engagement en prêt souverain (150M€ en moyenne à 80-100M€/an) pour permettre une continuité de nos financements au regard des limites prudentielles de l'AFD et des premiers remboursements de prêts à l'horizon 2017.



# Annexe 7 : Togo

## ■ Secteurs d'intervention :

- Eau, assainissement et infrastructures urbaines
- Education et formation professionnelle
- Santé
- Appui au secteur financier

## ■ Perspectives 2015 :

- Cofinancement du Centre d'enfouissement technique (CET) de Lomé (7,3 M€)
- Appui à la réduction de la mortalité maternelle/infantile et à la PF au Togo (8 M€)
- Réalisation de pistes rurales et accompagnement des réformes en cours dans le secteur cotonnier (10 M€ - incertain)



## Annexe 8 : Mali

### ■ Secteurs d'intervention :

- Les secteurs sociaux : éducation de base, formation professionnelle, santé
- Les infrastructures : l'eau potable et l'assainissement urbain, l'énergie
- Agriculture et développement territorial (en accompagnement de la décentralisation)

### ■ Engagements 2014 : 175,2 M€

### ■ Perspectives 2015 :

- 79 à 179 M€ d'engagements, notamment :
  - *Développement économique des territoires ruraux (33 M€)*
  - *Accès à l'eau potable (31 M€)*
  - *Education (8 M€)*
  - *Hybridation solaire de centrales thermiques en zones rurales (40 M€)*



## Annexe 9 : RCA

### ■ Secteurs d'intervention :

- Accompagner la relance économique et la création d'emploi
- Appuyer les dynamiques de développement au niveau local
- Renforcer le développement humain
- Préserver les infrastructures essentielles

### ■ Engagements 2014 : 15,3 M€

### ■ Perspectives 2015 : 14 M€ d'engagements

- Contribuer à la stabilisation et à la cohésion sociale,
- Articuler les interventions avec celles des autres partenaires (notamment du Fonds Bêkou),
- Maintenir une réponse souple et réactive, adaptée au contexte et aux besoins des populations.



## Annexe 10 : Tchad

- Secteurs d'intervention :
  - Appui multi-secteurs à la municipalité (assainissement et santé urbaine)
  - Appui à l'élevage transhumant
  - Santé maternelle et infantile et de santé de la reproduction (SMI/SR)
  - Appui multiforme à l'entreprise privée
  
- Perspectives 2015 : 15 M€ d'engagements



# Annexe 11 : Afrique du Sud

## ■ Secteurs d'intervention :

- Le développement des infrastructures de base
- L'appui au secteur productif (soutien à la croissance et création d'emplois)
- La protection de l'environnement et la lutte contre le réchauffement climatique

## ■ Engagements 2014 : 120 M€

## ■ Perspectives 2015 :

- Plusieurs idées de projet sont à l'étude pour 2015, dans le secteur de l'électricité avec Eskom, du logement locatif social avec NHFC, pour l'efficacité énergétique via une nouvelle ligne de crédit.



## Annexe 12 : Nigéria

### ■ Secteurs d'intervention :

- Accompagner le développement des PME et de l'agriculture familiale
- Renforcer l'accès à l'énergie et promouvoir les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique
- Améliorer les infrastructures urbaines essentielles

### ■ Engagements 2014 : 218 M€ (+ 98 M€ Proparco)

### ■ Perspectives 2015 : 135 M€ (+ 100 à 150 M€ Proparco)

- l'AFD envisage de soutenir :
  - *le développement de la filière hévéa*
  - *la formation professionnelle dans le secteur de l'énergie*
  - *le soutien au développement des énergies vertes et de l'efficacité énergétique via des établissements financiers*